



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

n°208, hebdomadaire, lundi 3 juin 2019

BLOQUONS BLANQUER

La Mauvaise Herbe n°5
la revue de la Cnt-éducation
Abonnez-vous !
Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/ft



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Un mois de juin d'enfer pour Blanquer ?!

Retrouvez toutes les infos sur les actions de la semaine en Une de notre site

Les réformes Blanquer, sa loi votée par le sénat le 21 mai ne passent vraiment pas.

Après quelques jours de repos bien mérité, la profession s'organise pour la suite.

La commission mixte paritaire Assemblée/ sénat prévue pour finaliser la loi du ministre serait fixée au 13 juin. Dans l'attente de cette confirmation, des collègues des lycées pro appellent à la grève des corrections pour le BEP, le 11 juin. Plusieurs syndicats et AG sont déterminées à

agir et ont décidé d'un appel à la grève le premier jour du bac le 17 juin et le 27, premier jour du Brevet (lire le texte unitaire ci-après). Une semaine d'enfer s'annonce pour le locataire de la rue de Grenelle à la mi-juin...

Mercredi 29 mai, Blanquer a fait paraître le BO de rentrée. Consacré au primaire, on y lit une véritable mise au pas de la maternelle au CM2 (lire nos premiers commentaires ci-dessous).

Circulaire de rentrée

La Maternelle au risque d'une nouvelle "police des familles"*

Recadrage de l'école primaire

Avec la publication, mercredi 29 mai, au BO de la circulaire de rentrée consacrée uniquement au 1er degré, celle-ci accompagnée de nouvelles "recommandations", le ministre poursuit sa mise au pas de l'école publique. "La circulaire précise comment la hiérarchie va contrôler l'application des "recommandations". Celles-ci expliquent comment enseigner "le vocabulaire", les nombres et les langues étrangères en maternelle. Ces textes imposent un recadrage brutal de la maternelle amenée à devenir une école élémentaire comme les autres", commente F. Jarraud journaliste au Café pédagogique. De nouvelles évaluations sont annoncées pour les CP et les CE1 du 16 au 28 septembre. Les résultats devront servir de "priorités stratégiques" pour les CE2, CM1 et CM2, ajoute Blanquer dans ce BO. Fin des cycles et retour à marche forcée de l'école modèle, Jules Ferry ; "les attendus et les repères annuels de progression", remplaçant la leçon de morale.

*Pascale Garnier interrogeant le bien fondé de l'instruction obligatoire à 3 ans in *Maternelle : Obligation scolaire ou obligation de qualité ?*, Café pédagogique, avril 2019.

Appel unitaire à la grève le 17 juin

Depuis plusieurs mois, les personnels de l'éducation se mobilisent dans de nombreux établissements et se sont rassemblés dans des actions nationales d'ampleur.

Que ce soit du côté des parents d'élèves ou des enseignants, l'inquiétude et la colère sont grandes devant les réformes du lycée et du baccalauréat, la loi dite de la « confiance » et l'ensemble des transformations du système éducatif imposées par le Ministre.

Devant le mal-être croissant des personnels, paupérisés et toujours en proie à l'austérité salariale, mis devant de graves difficultés professionnelles, le Ministre n'a jusque-là répondu que par le refus de toute discussion. Pire, des collègues faisant part de leurs critiques ont été victimes de rappels à l'ordre et de mesures d'intimidation ; les pressions et les méthodes de gestion autoritaires se développent.

A cela s'ajoute le contexte de suppressions de postes à un moment où les effectifs augmentent dans le second degré et les attaques contre le service public d'orientation.

Les inégalités d'implantation des enseignements de spécialité et des options de la réforme du lycée, les difficultés d'emploi du temps, tant pour les enseignants que pour les élèves, le rythme effréné des évaluations et un baccalauréat à valeur locale ; les familles de métiers et la promotion du tout apprentissage en voie professionnelle ; jusqu'aux incidents récents qui ont marqué Parcoursup ; les sureffectifs des classes et les suppressions de postes en collège : tout concourt à accroître les inégalités.

Devant la gravité de la situation, les organisations syndicales représentatives du public et du privé et les Stylos rouges, qui alertent depuis longtemps le Ministre, déposent un préavis de grève sur le mois

de juin. Elles appellent les collègues à poursuivre les actions locales, à se mettre en grève le 17 juin, premier jour des épreuves du baccalauréat, et à se réunir en assemblées générales d'établissement afin de décider des suites, pour :

- une revalorisation des rémunérations ;
- le retrait des réformes des lycées et du baccalauréat ;
- le retrait des projets de loi "école de la confiance" et "fonction publique".

Si le Ministre persistait dans son refus d'ouverture de discussions rapides, il porterait la responsabilité d'une perturbation dans le déroulement des examens.

Les organisations se rencontreront de nouveau dès après le 17 juin.

Réunion publique

le jeudi 6 juin à 18h30
à la Bourse du travail de Paris

En présence notamment de Caroline, Cyrille et Sabine, victimes de répression syndicale au collège République (Bobigny), et avec l'éclairage de Jean-François Fontana (SUD éducation Paris, expert en questions juridiques) et Laurence de Cock (enseignante, historienne). D'autres réprimé-e-s seront également présent-e-s : n'hésitez pas à venir vous aussi apporter votre témoignage !



SOIS PROF ET TAIS TOI

Les cas de pressions, menaces, intimidations et répression syndicale se multiplient dans l'Éducation nationale, comme ailleurs.

Faisons le point toutes et tous ensemble !

Discutons ensemble des stratégies pour résister !

Soirée festive

concerts, DJ sets et repas solidaires
le vendredi 14 juin à partir de 18h30
à la CNT, 33 rue des Vignoles, Paris 20e

Deux événements organisés par le comité de soutien aux syndicalistes réprimé-e-s du collège République, Bobigny. Pour nous contacter : repressionrepubliquebobigny@gmail.com

Avec le soutien de la CGT éducation 93, de la CNT-STE 93, du SNEP-FSU 93, du SNES-FSU 93 et de SUD éducation 93.